

MODULE 11 / Administratif

Ma feuille de route statut + ACRE

Décision chiffrée, éligibilité, pièces et calendrier de demande.

VOTRE OBJECTIF	COMMENT UTILISER CE CAHIER
Décision chiffrée, éligibilité, pièces et calendrier de demande.	Lisez la méthode et le cas pratique, complétez la trame puis choisissez une action datée. Les exemples servent de point de départ.

Votre projet

Atelier / thème	Date de séance	Responsable
À compléter	À compléter	À compléter

Les montants sont des hypothèses pédagogiques. Les validations sanitaires, juridiques et fiscales restent propres à votre activité.

Dans ce cahier

- 01 Comprendre la méthode et les choix à faire
- 02 Étudier un exemple et repérer les erreurs courantes
- 03 Compléter votre document de travail
- 04 Organiser vos prochaines actions

VOTRE POINT DE DÉPART
Ce que je sais déjà :
Ce que je dois encore vérifier :

COMPRENDRE ET APPLIQUER

Micro-entreprise, EI ou société : choisir avec méthode

Le statut ne crée pas la demande et ne remplace pas une assurance. Il sert à encadrer vos encaissements, vos charges et votre protection. Le bon choix dépend du volume, des dépenses, du risque et de votre situation avec France Travail.

Ce que simplifie la micro-entreprise

La micro-entreprise est un régime fiscal et social simplifié de l'entreprise individuelle : pas de statuts à rédiger ni de capital social, immatriculation via le guichet des formalités. Vous exercez en votre nom, avec un patrimoine professionnel et personnel séparés selon les règles de l'entrepreneur individuel.

- Avantage pour un lancement : formalités et comptabilité allégées, cotisations calculées sur le chiffre d'affaires encaissé.
- Limite : les charges réelles ne sont pas déduites au réel ; un atelier avec beaucoup de matériel ou de location doit être simulé.
- Limite : seuils, TVA, activité mixte et protection sociale doivent être surveillés chaque année.

Classer votre activité avant de choisir

Un atelier payé peut mêler animation, prestation de services, vente de recettes numériques ou vente de produits. La catégorie déclarée et le code APE ne se choisissent pas pour « payer moins » : décrivez la réalité et demandez un avis à la CMA, à un comptable ou au guichet compétent.

- Listez vos recettes par ligne : atelier particulier, atelier entreprise, fiche numérique, tablier, prestation au restaurant.
- Pour 2026, Service Public indique un seuil de 83 600 € pour les prestations de services BIC, sous conditions de l'historique ; vérifiez le simulateur officiel avant toute décision.
- Si vous dépassez les seuils, si vous avez un associé ou si vos investissements deviennent importants, comparez EI au réel, EURL et SASU avec un professionnel.

Faire une décision chiffrée

Comparez au moins deux scénarios sur douze mois : chiffre d'affaires prudent, coûts de lieu et d'ingrédients, assurance, matériel, cotisations, impôt, temps non facturé et revenu visé. Ne comparez pas seulement le taux de cotisation.

- Scénario test : $2 \text{ ateliers/mois} \times 4 \text{ places} \times 95 \text{ €} = 760 \text{ €}$ de CA mensuel avant coûts et cotisations.
- Scénario croissance : $6 \text{ ateliers/mois} \times 6 \text{ places} \times 110 \text{ €} = 3\,960 \text{ €}$ de CA mensuel ; la location, les achats et la TVA éventuelle changent l'analyse.
- Décidez d'un seuil de révision : par exemple après trois mois de ventes ou avant un investissement supérieur à 1 000 €.

Cas pratique commenté

LA SITUATION

Cas concret : une personne commence avec deux ateliers mensuels dans un restaurant partenaire et peu de matériel. La micro-entreprise peut être un point de départ simple, mais elle recalcule ses coûts car les cotisations portent sur le chiffre d'affaires, pas sur la marge. Elle réévalue si elle ouvre un laboratoire ou embauche.

À éviter

Choisir la micro-entreprise uniquement parce qu'un post promet « zéro charge », ou mélanger vente de produits et formation sans le déclarer.

Votre mise en pratique

Remplissez un tableau à trois colonnes : recettes, dépenses réellement déductibles ou non selon le régime, et risques. Faites relire votre classement d'activité avant l'immatriculation.

Résultat à obtenir : Une note de décision de statut, datée et fondée sur deux scénarios.

APPROFONDISSEMENT PROFESSIONNEL

Préparer une comparaison de régimes adaptée à son modèle.

Comparer à partir d'un prévisionnel identique

Décrivez prestations, ventes éventuelles, chiffre d'affaires, achats, investissements et situation personnelle. La micro-entreprise est un régime simplifié de l'entreprise individuelle, pas une société séparée. Sa simplicité ne signifie pas que vos dépenses réelles réduisent toutes les bases de calcul : faire examiner les règles applicables à l'activité et au régime envisagés.

Examiner les scénarios de dépenses

Comparez faible activité, activité attendue et investissement important. Demandez à un professionnel d'expliquer cotisations, fiscalité, TVA, couverture sociale et obligations de suivi pour chaque option. Séparez décision juridique, régime fiscal et régime de TVA. Ne choisissez pas sur un taux isolé ou une aide temporaire.

Étude de cas : à vous de décider

Deux projets font 2 000 € de recettes mensuelles. A dépense 300 €, B dépense 1 300 €. Un ami recommande la micro pour les deux. Que doit montrer votre comparaison ?

MON RAISONNEMENT / MES CALCULS

Corrigé indicatif

Avant prélèvements et rémunération, il reste 1 700 € à A contre 700 € à B. Une recommandation identique fondée sur le seul chiffre d'affaires ignore cet écart. Faire chiffrer les régimes avec mêmes recettes et dépenses, investissements et situation personnelle. Ces soldes ne sont pas des revenus nets.

Pièce à ajouter au dossier

Un prévisionnel sur douze mois et une fiche de questions pour comparer EI sous différents régimes et société si pertinente.

Grille de réussite

Critère observable	Score 0 / 1 / 2	Preuve à joindre
Les mêmes hypothèses servent à toutes les options.	À compléter	À compléter
Dépenses, TVA et situation sociale sont examinées.	À compléter	À compléter
La décision n'est pas fondée uniquement sur la simplicité.	À compléter	À compléter

0 : absent ou erroné ; 1 : partiel, à vérifier ; 2 : démontré par une preuve. Repère pédagogique : 5/6 sans critère à 0. Reprendre la méthode et corriger le livrable si nécessaire. Les conditions de sécurité et d'exercice non résolues restent bloquantes, quel que soit le score. Autoévaluation non certifiante.

Documenter votre évaluation

Preuve / source et date	Ce que cette preuve démontre

Critère à retravailler	Correction prévue	Échéance

Mon total : / 6 Date de réévaluation :

Repère de classement : conservez la première version, la correction et la preuve qui justifie votre nouvelle évaluation. Ne joignez pas de données sensibles inutiles.

COMPRENDRE ET APPLIQUER

Demander l'ACRE sans la rater

L'ACRE est une exonération temporaire de cotisations sociales au démarrage, pas une subvention versée sur le compte. Depuis 2026, la demande n'est pas automatique pour les micro-entrepreneurs : le calendrier et les justificatifs comptent.

Ce que l'ACRE change

La fiche officielle Service Public indique, pour le micro-entrepreneur, un taux minoré égal à 75 % du taux normal, soit une exonération de 25 %, jusqu'à la fin du troisième trimestre civil suivant le début d'activité. La durée dépend donc de la date de démarrage ; commencer au début d'un trimestre peut être plus lisible, mais ne choisissez pas une date fictive.

- Exemple officiel adapté : une activité débutée le 3 septembre 2026 peut bénéficier du dispositif jusqu'au 30 juin 2027, sous réserve d'éligibilité.
- L'ACRE ne supprime ni la déclaration de chiffre d'affaires, ni l'impôt, ni les frais de lieu, ni l'assurance.
- L'ARCE est un autre dispositif de France Travail ; ne le confondez pas avec la réduction de cotisations ACRE.

Vérifier les situations éligibles

Parmi les situations citées par Service Public : bénéficiaire de l'ARE ou de l'ASP, demandeur d'emploi non indemnisé inscrit depuis plus de six mois sur les dix-huit derniers mois, bénéficiaire du RSA ou de l'ASS, jeune selon l'âge, création en QPV ou en zone France ruralités revitalisation, et autres cas prévus. Il faut aussi être en début d'activité et ne pas avoir bénéficié de l'ACRE dans les trois années précédentes.

- Votre situation France Travail doit être vérifiée avant l'immatriculation si vous hésitez entre maintien de l'ARE et ARCE.
- La pièce justificative dépend du cas : notification ARE, historique d'inscription, attestation RSA, justificatif d'adresse, etc.
- Ne joignez que les documents demandés et masquez les informations inutiles dans vos copies.

Déposer et suivre

Après la création sur le guichet des formalités, téléchargez le justificatif de création, remplissez le formulaire ACRE micro-entrepreneur et transmettez-le à l'Urssaf avec les justificatifs. Service Public indique un dépôt dans les 60 jours suivant le début d'activité ; gardez l'accusé d'envoi et relancez si nécessaire.

- Créer un dossier : 01-identité, 02-justificatif-création, 03-justificatif-éligibilité, 04-demande-envoyée, 05-réponse.
- Planifier un rappel à J+20 puis J+30 ; l'absence de réponse dans le délai indiqué par l'administration peut avoir une conséquence, à vérifier dans votre espace.
- Mettre à jour le calculateur de coûts avec le taux confirmé, pas avec une capture d'écran.

Cas pratique commenté

LA SITUATION

Cas concret : la créatrice touche l'ARE et immatricule son activité le 3 septembre. Elle ne coche pas « ACRE automatique » : elle récupère son justificatif, dépose la demande dans les 60 jours, conserve la preuve et demande à France Travail une simulation séparée pour maintien de l'ARE et ARCE.

À éviter

Commencer à facturer en déduisant une réduction non accordée, ou penser que l'ACRE est une somme encaissée.

Votre mise en pratique

Créez votre checklist ACRE avec date de début, situation d'éligibilité, justificatif, date limite J+60, canal d'envoi et preuve de dépôt. Ne renseignez pas de montant tant que le taux n'est pas confirmé.

Résultat à obtenir : Un dossier ACRE prêt à transmettre et un calendrier de suivi.

APPROFONDISSEMENT PROFESSIONNEL

Préparer et suivre une demande d'aide sans en dépendre.

Vérifier les critères au moment du dépôt

Consultez la procédure officielle correspondant à votre situation et à la date de création. Constituez les justificatifs d'éligibilité, notez le délai applicable et conservez la preuve de dépôt. Distinguez ACRE, qui concerne des exonérations sous conditions, et ARCE, dispositif différent : les acronymes proches ne rendent pas les démarches interchangeables.

Prévoir trois états de trésorerie

Suivez demande à préparer, déposée et décision reçue. Tant que l'effet réel n'est pas confirmé, construisez le scénario sans aide. À réception, vérifiez durée, assiette et conséquences sur les prévisions. L'aide peut faciliter le démarrage ; elle ne corrige pas une séance vendue durablement à perte.

Étude de cas : à vous de décider

Votre budget contient 200 € d'économie mensuelle supposée grâce à une aide pendant trois mois. Aucune décision n'est reçue et la trésorerie disponible est de 100 €. Comment corriger ?

MON RAISONNEMENT / MES CALCULS

Corrigé indicatif

Retirer les 600 € supposés du scénario de référence, vérifier les échéances et recalculer le besoin de financement. Conserver un scénario séparé uniquement pour l'effet confirmé ou clairement hypothétique. Ne pas engager des dépenses incompressibles en assimilant le dépôt à une acceptation.

Pièce à ajouter au dossier

Une checklist officielle datée, un calendrier de dépôt et deux budgets, sans aide et avec hypothèse explicitement marquée.

Grille de réussite

Critère observable	Score 0 / 1 / 2	Preuve à joindre
La procédure consultée correspond à la situation.	À compléter	À compléter
La preuve de dépôt est conservée.	À compléter	À compléter
L'aide non confirmée n'est pas comptée comme acquise.	À compléter	À compléter

0 : absent ou erroné ; 1 : partiel, à vérifier ; 2 : démontré par une preuve. Repère pédagogique : 5/6 sans critère à 0. Reprendre la méthode et corriger le livrable si nécessaire. Les conditions de sécurité et d'exercice non résolues restent bloquantes, quel que soit le score. Autoévaluation non certifiante.

Documenter votre évaluation

Preuve / source et date	Ce que cette preuve démontre

Critère à retravailler	Correction prévue	Échéance

Mon total : / 6 Date de réévaluation :

Repère de classement : conservez la première version, la correction et la preuve qui justifie votre nouvelle évaluation. Ne joignez pas de données sensibles inutiles.

VOTRE DOCUMENT DE TRAVAIL

La trame à compléter

Projet : [Nom]

Date prévue : [JJ/MM/AAAA]

Version : [01]

AVERTISSEMENT

Cette trame organise vos questions. Elle ne remplace pas un conseil personnalisé. Les seuils, taux et règles peuvent évoluer : utilisez les liens officiels de l'espace Ressources le jour de la démarche.

1. RECETTES ENVISAGÉES

Ateliers particuliers : [__ € / mois]	entreprises : À compléter		
Fiches/vidéos numériques : À compléter	tabliers/produits : À compléter		
Prestations au restaurant : À compléter	total prudent : À compléter		
Dépenses : lieu À compléter	matières À compléter	équipement À compléter	assurance À compléter
Temps non facturé : [__ h/mois]	revenu minimum visé : [__ €]		

2. COMPARAISON

Micro-entreprise : simple, pas de capital, cotisations sur CA encaissé ; charges réelles non déduites au réel - à confirmer pour votre activité mixte.

EI au réel : à comparer si dépenses importantes ou investissements.

EURL/SASU : à comparer si associé, embauche, risque ou développement ; statuts et comptabilité plus lourds.

Question à la CMA / comptable : À compléter

Décision provisoire et raison : À compléter

Date de révision : À compléter

3. ACRE - CHECKLIST

Date réelle de début : À compléter

ACRE déjà obtenue dans les 3 dernières années ? [oui/non]

Situation : [ARE/ASP / demandeur non indemnisé / RSA/ASS / âge / QPV/ZFRR / autre]

Justificatif d'éligibilité : [nom du document]

- ☐ Création finalisée sur le guichet
- ☐ Justificatif de création téléchargé
- ☐ Formulaire ACRE rempli
- ☐ Pièces jointes vérifiées

Date limite de dépôt (J+60) : À compléter

Envoi Urssaf le : À compléter

preuve : À compléter

relance : À compléter

Taux confirmé par Urssaf : À compléter

période : À compléter

4. ARE / ARCE

Simulation maintien ARE reçue le À compléter : [montant / conditions]

Simulation ARCE reçue le À compléter : [montant / versements]

Choix et raison de trésorerie : À compléter

Interlocuteur France Travail : À compléter

prochaine déclaration : À compléter

5. ADMINISTRATION COURANTE

- ☐ Déclaration CA mensuelle ou trimestrielle choisie
- ☐ Livre de recettes et registre achats prêts
- ☐ Compte dédié surveillé (obligation possible après 10 000 € sur 2 années)
- ☐ Factures numérotées et archivage organisés
- ☐ Assurance RC Pro

PASSER À L'ACTION

Votre décision, par écrit.

Appuyez-vous sur le cas pratique et vos données réelles. Gardez une trace des points confirmés et de ceux qui nécessitent encore une réponse.

Décision retenue	Pourquoi ce choix ?

Action	Responsable	Date cible	Preuve attendue

Avant de classer ce document

- ☐ J'ai remplacé les hypothèses par mes chiffres ou mes informations.
- ☐ J'ai identifié les validations encore nécessaires.
- ☐ J'ai choisi une prochaine action et une échéance.
- ☐ J'ai daté cette version et conservé les justificatifs.

Notes et retours après votre première séance

Ce qui a fonctionné	Ce que je change à la prochaine séance